

Réforme de l'imposition des entreprises III : une grande chance pour la Suisse

De l'avis général, la réforme de l'imposition des entreprises III sera un tour de force. Initiées sous la pression internationale, les adaptations nécessaires touchent au plus profond notre système fédéraliste. La réforme est donc d'une grande complexité, avec son corollaire d'incertitudes et d'inquiétudes. Dans ce contexte, la suppression du taux plancher vient encore renforcer les défis que notre place économique doit affronter.

Le passé a montré que les réformes fiscales ont toujours été bénéfiques, se traduisant par une hausse sensible des recettes publiques et la création de milliers d'emplois. Il en va de même pour la réforme de l'imposition des entreprises III, à condition de se concentrer sur l'essentiel et d'écarter les mesures accessoires. Elle permettra également de réduire les incertitudes et de rendre aux entreprises la visibilité indispensable dans le domaine important de la fiscalité.

L'économie ne réclame pas de nouveaux privilèges. Elle souhaite cependant que soit reconnue à sa juste valeur la signification d'une économie compétitive et la nécessité de prendre rapidement des mesures concrètes pour contrer la détérioration de la fiscalité. Pareille détérioration prendrait en otage non seulement les entreprises directement touchées, mais l'économie dans son ensemble, des centaines de milliers de salariés et l'État tout entier. Une réforme axée sur la compétitivité de notre place économique est la bonne voie. Comme les restrictions du système actuel disparaîtront, cette voie sera ouverte à toutes les entreprises, PME comprises.

Une réforme de l'imposition des entreprises focalisée sur l'essentiel ne représente pas un risque, mais une grande chance pour la Suisse. Mieux que bon nombre de places concurrentes, notre pays est en mesure de s'armer pour la concurrence fiscale de demain, dont on connaît aujourd'hui les éléments. Il s'agit désormais de les assembler pour forger l'instrument. Cela demandera des efforts, mais ils seront payants pour notre pays tout entier.